

## Newsletter n°21 : Budget européen, politique alimentaire, Green Deal, règles OMC, sécurité alimentaire

---

Bonjour,

Dans ce nouvel envoi vous trouverez sept articles révélateurs d'une actualité riche en matière de politiques agricoles.

Tout d'abord, nous analysons les conclusions de la récente réunion du Conseil consacrée aux négociations du plan de relance européen et au cadre financier pluriannuel. En tenant compte de l'inflation, c'est bien d'une baisse des ressources budgétaires pour le secteur agricole dont il s'agit. Pour la première fois, [le budget de la PAC va ainsi se voir doubler par la politique de cohésion, ce qui n'est pas sans interroger sur les ambitions du Green Deal en matière agricole.](#)

La hausse du budget de la politique de cohésion qui comprend notamment le fond social européen doit être l'occasion de [renforcer les liens entre la politique sociale alimentaire et l'agriculture.](#) C'est la conviction défendue dans une tribune parue au Monde signée par Xavier Emmanuelli et Jacques Carles où le parallèle avec la situation outre-atlantique en matière d'aide alimentaire est édifiant : 600 millions d'euros par an au niveau européen contre 100 milliards de dollars dans la patrie de l'Oncle Sam.

Il est question également de la PAC en cours de révision et de sa capacité à être l'instrument au service de la nouvelle impulsion qu'est le Green Deal et la stratégie de la ferme à la fourchette. Malheureusement, sur la base de l'analyse produite par la Dg Agri, on ne peut que rester sur sa faim tant le jusqu'au-boutisme à défendre la trajectoire de la PAC forgée au début des années 1990 reste prégnant. Pourtant, [réussir le Green Deal ou rester le bon élève de l'OMC, la PAC est plus que jamais à l'heure des choix.](#)

Le constat des limites des règles agricoles de l'OMC est néanmoins de plus en plus partagé. Sur la base de rapports produits dans la perspective de la Ministérielle de l'OMC de Nur-Sultan qui a finalement été reportée, nous constatons [le consensus croissant sur les carences du cadre actuel de l'OMC, même si les propositions alternatives sont loin de converger.](#) Ne plus se baser sur une référence de prix de 1986-88, mais au contraire définir politiquement un prix d'équilibre des échanges internationaux pour distinguer ce qui relève, d'une part, de la nécessaire protection contre le dumping et la volatilité excessive des prix agricoles, et d'autre part, d'un protectionnisme excessif, constitue toutefois une piste crédible à investiguer.

Il est également question de stockage dans l'article paru dans la revue Paysans où nous revenons sur [ces lieux communs des débats agricoles à l'épreuve du Covid-19.](#) En effet, « les

stocks ça coute cher ... surtout quand on n'en a plus ! ». L'agriculture n'est pas « un secteur comme un autre ». Et pour finir, gardons-nous de croire que « les marchés agricoles mondialisés » existent et qu'il suffirait de s'y connecter pour sécuriser ses approvisionnements : chaque production agricole a en premier lieu à répondre aux besoins alimentaires du pays concerné et dépend donc des orientations de la politique agricole et alimentaire locale.

Nous reproduisons également un article très riche de Thierry Pouch et de Quentin Mathieu intitulé « [Covid-19, la menace qui plane sur la sécurité alimentaire mondiale](#) ». Dressant des comparaisons éclairantes avec la crise alimentaire de 2007/08, ils mettent en avant que deux facteurs sont à l'oeuvre pour expliquer que la crise actuelle pousse davantage les prix agricoles à la baisse qu'à la hausse. En premier lieu, contrairement à 2007/08 où l'offre était impactée, à ce stade c'est surtout la demande solvable qui est affectée par la crise sanitaire et ses conséquences économiques et sociales. En outre, ils montrent qu'est à l'oeuvre « une recomposition géopolitique et géoéconomique des transactions commerciales agricoles et alimentaires, dans le sens d'une sécurisation des approvisionnements par les Etats-Nations ».

Enfin, nous vous proposons l'article de Sougueh Cheik paru dans The Conversation « [En Afrique de l'est, l'agriculture au défi des sécheresses récurrentes](#) ». La récurrence des événements climatiques extrêmes y augmente et les perspectives de croissance démographique imposent de toute évidence un renforcement des coopérations entre les Etats de l'est africain.

Bonne lecture, bel été et à très bientôt pour une reprise que nous vous souhaitons à tous bénéfique !

**La rédaction d'Agriculture Stratégies**  
**Le 23 juillet 2020**

